



Les comptes prévisionnels de l'agriculture pour 2014 Volumes de production en hausse, prix en baisse

Ne pas diffuser avant

17 h 00 15 DÉC. 2014

EMBARGO

L'année agricole 2014 est marquée par une augmentation des volumes de production et une baisse des prix. Ces évolutions sont particulièrement fortes pour les grandes cultures et plus modérées pour le bétail. Seuls le lait et les vins bénéficient à la fois d'une hausse des volumes et des prix. Au total, la valeur de la production agricole, y compris subventions, diminue de 0,9 % par rapport à 2013.

Dans le même temps, les charges des agriculteurs se réduisent davantage, principalement en raison de la baisse des prix de l'alimentation animale et des engrais. Ainsi, la valeur ajoutée de la branche agricole progresserait très légèrement. L'emploi agricole continuerait par ailleurs à décroître.

D'après les estimations du compte prévisionnel de l'agriculture, le revenu des facteurs de la branche agricole par actif augmenterait de 1 % en termes réels en 2014, après une forte baisse en 2013 et trois années à des niveaux records. Cette évolution masque de grandes disparités selon les orientations des exploitations.

Guillaume Lubatti et Alexandre Bernaudeau, division Industrie et agriculture, Insee

En 2014, la production de **céréales** se redresse en volume (*figures 1 et 2*) : les surfaces restent globalement stables, mais les rendements s'améliorent. La production de blé tendre continue de progresser, bénéficiant du temps sec et ensoleillé de mars-avril. Malgré une baisse des surfaces cultivées, la récolte de maïs, favorisée par les pluies d'été, est particulièrement abondante. En revanche, la production de blé dur poursuit son déclin en raison d'un recul des rendements, mais surtout des surfaces ; les céréaliers ont davantage arbitrés cette année en faveur du blé tendre. Sous la pression d'un bilan céréalier mondial lui aussi excédentaire, le prix de l'ensemble des céréales poursuit le recul entamé en 2013, après le niveau record de la campagne 2012. En France, le prix du blé tendre diminue de 17 % en 2014 ; outre le contexte mondial, la baisse est accentuée par une qualité meunière plus faible que l'année précédente et un déclassé plus important en blé fourrager, vendu moins cher. Le prix du maïs régresse, quant à lui, de 16 % en lien

avec l'abondance des récoltes. La baisse du prix de l'orge est un peu moins prononcée (-12 %). À l'inverse, le cours du blé dur se renchérit de 30 % ; en effet, l'offre française est en repli et la qualité de la récolte du Canada, premier pays exportateur, est incertaine.

Malgré une légère baisse des surfaces, la récolte d'**oléagineux** s'accroît de 20 % du fait de meilleurs rendements. Ainsi, après une année 2013 marquée par un climat défavorable, les rendements du colza retrouvent en 2014 des niveaux plus habituels ; la récolte augmente de 26 %.

1 Évolution 2014/2013 de la production hors subventions, en prix et en volume, par groupe de produits



Lecture : le prix de la production agricole totale hors subventions baisse de 6 % en 2014 tandis que son volume augmente de 5,4 %.

Source : Insee, comptes prévisionnels de l'agriculture arrêtés en novembre 2014.

A *contrario*, la production de tournesol diminue légèrement, les surfaces cultivées étant en repli. Les cours mondiaux des oléagineux poursuivent leur baisse, influencés par de bonnes perspectives pour la production américaine de soja. En France, le prix du colza décroît de 15 %, celui du tournesol de 13 %.

La récolte de **protéagineux** se redresse malgré des rendements plus faibles. Le prix des protéagineux diminue pour la deuxième année consécutive, dans le sillage du blé et des tourteaux de soja (auxquels ils peuvent se substituer pour l'alimentation animale), et en raison également d'importantes disponibilités canadiennes.

La production de **betteraves** augmente nettement après deux années de repli. En effet, les surfaces sont en hausse et les rendements ont bénéficié des pluies abondantes en début d'été ; l'ensoleillement du mois de septembre a par ailleurs favorisé la richesse moyenne en sucre. Le prix chuterait de 20 %, tiré par la baisse du cours mondial du sucre, malgré un moindre recul du prix des betteraves pour l'alcool et l'éthanol.

Les récoltes de **fruits** sont globalement en hausse. En effet, les fraises bénéficient d'une campagne de production précoce et les abricots retrouvent un niveau de production plus habituel. La récolte de cerises se redresse également. Cette augmentation de la production s'accompagne d'une nette diminution des prix. Le cas des pommes est particulier : malgré une production en retrait, leur prix se replie fortement dans l'expectative des conséquences de l'embargo russe.

Pour les **légumes**, malgré un début de saison prometteur, la récolte de la plupart des productions est en retrait par rapport à 2013. Les prix se replient dans l'ensemble ; en particulier, ceux des légumes d'été fléchissent, car la consommation a pâti de la relative fraîcheur et de la pluviométrie de juillet et août.

Sujettes à de fortes variations annuelles, les quantités de **pommes de terre** de conservation produites augmentent à nouveau en 2014 (+ 20 %). Les surfaces s'accroissent ainsi que les rendements, favorisés par les pluies d'été. Tenant compte des difficultés de commercialisation de l'excédent de production, le recul des prix est marqué (- 45 %).

La production de **vin** progresse vivement, après deux années de climat défavorable, renouant avec un niveau proche de la normale. La pluviométrie estivale a en effet favorisé le grossissement des grains. La récolte augmente modérément pour les vins de champagne. Elle se redresse nettement pour les autres vins d'appellation. Malgré la progression des volumes de production, les prix des vins se maintiennent à un niveau élevé, car les stocks demeurent modestes.

L'année 2014 est médiocre pour le bétail, mais bonne pour le lait

Le prix des **gros bovins** recule. La production s'oriente à la hausse après deux années de baisse. En effet, les abattages de vaches et de génisses se redressent, après une forte diminution en 2012 et 2013 dans un contexte de recapitalisation du cheptel laitier. En revanche, les

abattages de taurillons et de bœufs se replient. Le prix des **veaux** se maintient, le volume de production également ; la baisse des abattages est compensée par l'amélioration de l'excédent commercial des animaux vivants.

Pour les **porcins**, les prix décrochent. La météo pluvieuse de l'été n'a pas été favorable à la consommation de grillades. Les

2 De la production de la branche agricole à la valeur ajoutée¹

	Valeur 2014 (en milliards d'euros)	Évolution 2014/2013 (en %)		
		Volume	Prix	Valeur
Production hors subventions	(a) 72,2	5,4	- 6,0	- 0,9
Produits végétaux	40,8	8,3	- 10,1	- 2,6
Céréales	10,2	6,0	- 14,5	- 9,4
Oléagineux, protéagineux	2,4	19,4	- 14,9	1,7
Betteraves industrielles	0,9	10,0	- 20,0	- 12,0
Autres plantes industrielles ²	0,4	1,0	- 1,0	0,0
Fruits, légumes, pommes de terre	6,7	5,1	- 18,3	- 14,1
Vins	12,1	12,9	0,8	13,7
Fourrages, plantes, fleurs	8,1	5,7	- 9,2	- 4,0
Produits animaux	26,8	1,7	- 0,2	1,5
Bétail (bovins, porcins, ovins, caprins, équidés)	11,3	1,6	- 4,9	- 3,4
Volailles, œufs	4,7	0,0	- 4,5	- 4,5
Lait et autres produits de l'élevage	10,8	2,7	7,4	10,4
Services³	4,5	0,0	1,0	1,0
Subventions sur les produits	(b) 1,1	2,8	- 2,0	0,7
Production au prix de base¹	(c) = (a) + (b) 73,3	5,4	- 5,9	- 0,9
Consommations intermédiaires	(d) 47,4	1,5	- 3,6	- 2,1
hors aliments intraconsommés	40,4	0,2	- 1,5	- 1,3
Valeur ajoutée brute¹	(e) = (c) - (d) 25,9	12,7	- 10,0	1,4
Consommation de capital fixe¹	(f) 11,3	- 0,1	0,9	0,8
Valeur ajoutée nette¹	(g) = (e) - (f) 14,6	22,6	- 16,9	1,8

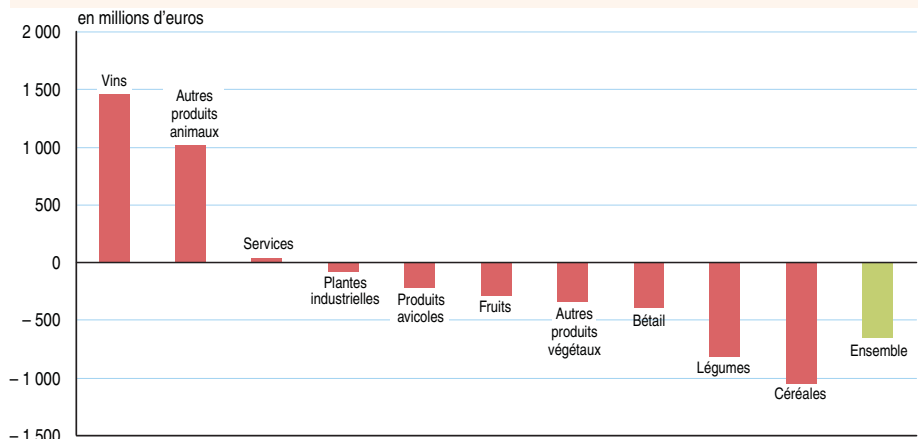
1. Voir *définitions*.

2. Autres plantes industrielles : tabac, lin textile, houblon, canne à sucre, etc.

3. Production des entreprises de travaux agricoles, des coopératives d'utilisation de matériel agricole, services entre agriculteurs, agritourisme, etc.

Source : Insee, *comptes prévisionnels de l'agriculture arrêtés en novembre 2014*.

3 Variations entre 2013 et 2014 de la production de la branche agricole en valeur hors subventions



Note : les groupes de produits sont détaillés ci-dessous ; les chiffres entre parenthèses indiquent pour chaque groupe sa part en valeur dans l'ensemble de la production agricole de 2013.

Vins (14,6 %) : vins d'appellation d'origine, autres vins.

Autres produits animaux (13,5 %) : lait et produits laitiers, autres produits de l'élevage.

Services (6,2 %) : activités principales de travaux agricoles, activités secondaires de services.

Plantes industrielles (5,3 %) : oléagineux, protéagineux, tabac, betteraves, autres plantes industrielles.

Produits avicoles (6,7 %) : volailles, oeufs.

Fruits (4,1 %) : fruits frais.

Autres produits végétaux (11,5 %) : plantes fourragères (maïs fourrage, autres fourrages), plantes et fleurs.

Bétail (16,1 %) : gros bovins, veaux, ovins, caprins, équidés, porcins.

Légumes (6,5 %) : légumes frais, pommes de terre.

Céréales (15,5 %) : blé dur, blé tendre, maïs, orge, autres céréales.

Lecture : la valeur de la production agricole au prix producteur hors subventions baisse de 657 millions d'euros entre 2013 et 2014.

Source : Insee, *comptes prévisionnels de l'agriculture arrêtés en novembre 2014*.

abattages évoluent peu. Les effectifs se replient, y compris celui du cheptel reproducteur.

Pour les **ovins**, les prix, déjà soutenus, sont en hausse, en raison notamment de moindres disponibilités en agneaux. La production, en baisse tendancielle sur ces dernières années, se stabilise en 2014.

Le volume de production de **volailles** diminue légèrement, du fait de la baisse des abattages de poulets. Cela concerne plus particulièrement les produits exportés, car la concurrence est plus vive sur le marché du poulet « grand export » suite à la suppression en juillet 2013 des restitutions européennes. Le prix des volailles reflue en conséquence.

La production d'**œufs** poursuit sa progression. Pour mémoire, elle avait chuté en 2011 en lien avec les travaux de mise aux normes européennes des cages de poules pondeuses, avant de se redresser en 2012 et surtout 2013. Après avoir chuté en 2013, le prix des œufs se stabilise en 2014.

La collecte de **lait** s'accroît, après deux ans de léger repli. La bonne orientation des prix et la perspective de la fin des quotas laitiers en 2015 incitent les éleveurs à produire davantage. De plus, le coût des aliments pour les vaches laitières par litre produit est en léger retrait et le climat pluvieux de l'été a été favorable à la repousse de l'herbe. Toutefois, la production ralentirait au dernier trimestre pour revenir à des niveaux comparables à ceux de la fin 2013.

La valeur de la production agricole décroît de 1 %

Au total, en 2014, la hausse des volumes produits est gommée par la poursuite du recul des prix. La **valeur de la production, hors subventions sur les produits**, de la branche agricole (*définitions*) décroît de 0,9 % par rapport à 2013, soit une baisse de

0,7 milliard d'euros (*figure 3*). La réduction de 1,1 milliard d'euros pour la production végétale est partiellement compensée par la hausse de 0,4 milliard d'euros pour la production animale.

Les **subventions sur les produits** (*définitions*) s'élèvent à 1,1 milliard d'euros, comme en 2013. La prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes, désormais entièrement financée par l'Union européenne, est la subvention la plus importante de cette catégorie.

La **production au prix de base** (*définitions*) présente des évolutions en volume et en prix proches de celles de la production hors subventions : respectivement + 5,4 % et - 5,9 %.

Le coût des intrants décroît

La valeur des **consommations intermédiaires** de la branche agricole diminue de 2,1 % en 2014 sous l'effet du recul des prix. Cette baisse intervient après trois années de hausse, l'alourdissement des charges entre 2010 et 2013 atteignant 19,4 %.

Ainsi, les achats en aliments pour animaux (hors produits agricoles intraconsommés) se contractent de 7,5 % : les prix des différentes catégories d'aliments sont en net repli, dans le sillage de la chute des cours des matières premières entrant dans leur composition (céréales, oléagineux, etc.). Globalement, les quantités d'aliments consommées sont comparables à celles de l'année précédente, avec une progression pour les bovins, une stabilité pour les volailles et une baisse pour les porcins et pour l'allaitement des veaux.

La facture énergétique diminue pour la deuxième année consécutive en raison du recul des prix. Son niveau reste cependant élevé, après les hausses de 2010 à 2012. Les prix des différents produits pétroliers régressent dans le sillage de celui du baril de

pétrole. Le prix du gaz naturel est également en baisse tandis que celui de l'électricité se renchérit.

Les dépenses en engrais décroissent sensiblement en lien avec la chute des prix de toutes les catégories d'engrais. En particulier, le prix moyen des engrais simples azotés diminue de 11 % entre les campagnes 2012/2013 et 2013/2014, influencé par le recul du prix du gaz naturel. Ce dernier constitue la principale matière première pour la fabrication de l'ammoniac, élément précurseur des engrais azotés. Les baisses de prix sont du même ordre de grandeur pour les engrais simples phosphatés et les engrais composés contenant de l'azote. Elles sont un peu moins soutenues (- 6 %) pour les engrais simples potassiques et les engrais composés binaires phosphore-potassium. Les quantités consommées restent globalement stables : la hausse des utilisations d'engrais contenant de l'azote est compensée par la réduction de celles d'engrais à base de phosphore et/ou de potassium.

La charge en produits de protection des cultures croît légèrement sous l'effet de la hausse des prix.

Le revenu des facteurs de la branche agricole augmenterait légèrement en 2014

Comme les consommations intermédiaires diminuent davantage en valeur que la production au prix de base, la **valeur ajoutée brute** (*définitions*) devrait augmenter légèrement (+ 1,4 %) après la forte baisse de 2013 (- 15,3 %). La consommation de capital fixe (*définitions*), qui résulte de l'investissement des années antérieures, ne progresserait par ailleurs que de 0,8 %. Aussi, la **valeur ajoutée nette** (*définitions*) de la branche agricole croîtrait un peu plus vite (+ 1,8 %) que la valeur ajoutée brute. Elle resterait cependant à un niveau bas.

Les **subventions d'exploitation** (*définitions*) versées à la branche agricole s'élèvent à 8,0 milliards d'euros (*figure 4*), en retrait de 0,7 % par rapport à 2013. En effet, l'augmentation des aides agro-environnementales et l'entrée en vigueur du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) ne compensent pas la baisse du « paiement unique ».

Après la prise en compte des subventions d'exploitation et des impôts, en 2014, le **revenu des facteurs de la branche agricole** (*définitions*) progresserait de 1,1 % par rapport à 2013. Comme le volume de l'emploi agricole baisserait tendanciellement de 0,9 % (*figure 5*), la croissance du revenu des facteurs de la branche agricole par actif atteindrait 2 %. Avec un prix du produit intérieur brut (PIB) en hausse de 0,8 %, le **revenu des facteurs de la branche agricole**

4 De la valeur ajoutée au revenu des facteurs de la branche agricole*			
		Valeur 2014 (en milliards d'euros)	Évolution 2014/2013 (en %)
Valeur ajoutée nette	(a)	14,6	1,8
Subventions d'exploitation	(b)	8,0	- 0,7
Autres impôts sur la production	(c)	1,6	- 1,0
Impôts fonciers		1,0	1,2
Autres		0,6	- 4,7
Revenu des facteurs de la branche agricole	(d) = (a) + (b) - (c)	21,0	1,1

* Voir *définitions*.

Source : Insee, comptes prévisionnels de l'agriculture arrêtés en novembre 2014.

5 Évolution du revenu des facteurs de la branche agricole entre 2013 et 2014		en %
Revenu des facteurs de la branche agricole		+ 1,1
Revenu des facteurs de la branche agricole par actif		+ 2,0
Revenu des facteurs de la branche agricole par actif en termes réels		+ 1,2
Évolution du prix du produit intérieur brut		+ 0,8
Évolution du nombre d'UTA* total		- 0,9

* Unités de travail annuel (équivalent temps plein de l'agriculture).

Source : Insee, comptes prévisionnels de l'agriculture arrêtés en novembre 2014.

par actif en termes réels (*définitions ; figure 6*) augmenterait de 1,2 % en 2014. Cette faible croissance fait suite à un repli important en 2013. Au cours des trois années antérieures (2010 à 2012), cet indicateur avait atteint un niveau record ; en 2014, il se retrouve au niveau des années 2000. En tendance, le revenu des facteurs par actif en termes réels est orienté à la baisse depuis le point haut de 2011.

Sources

Le compte spécifique de la branche agriculture est établi selon la méthodologie et les concepts du Système européen des comptes (SEC) en base 2010. À la demande de la Commission européenne, Eurostat publie au mois de décembre de chaque année un compte agricole prévisionnel pour l'ensemble de l'Union européenne. Le compte français est présenté à la Commission des comptes de l'agriculture de la nation de décembre.

Définitions

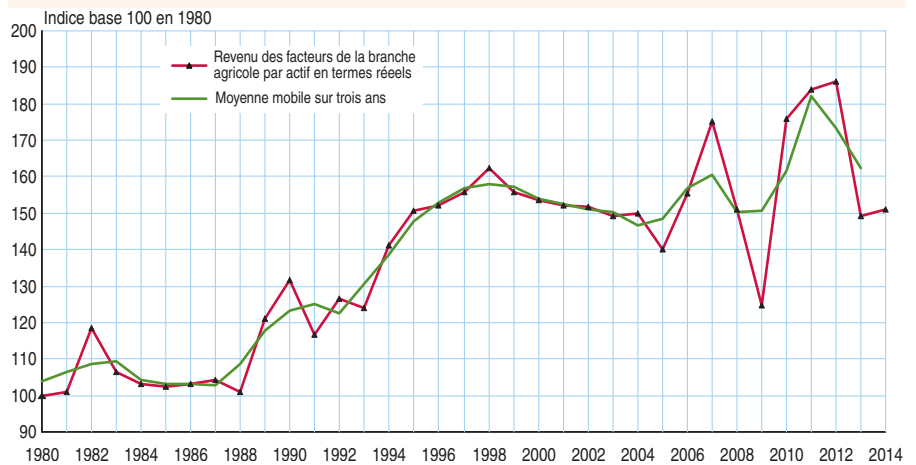
La **branche agricole** est le regroupement de toutes les unités d'activité économique qui exercent les activités suivantes : culture de végétaux (y compris maraîchage et horticulture), élevage d'animaux, activités de travaux agricoles à façon, chasse et activités annexes. Outre les exploitations agricoles, les unités caractéristiques de la branche comprennent les groupements de producteurs (coopératives) produisant du vin et de l'huile d'olive et les unités spécialisées qui fournissent des machines, du matériel et du personnel pour l'exécution de travaux agricoles à façon.

Les **subventions sur les produits** sont des aides associées à certains types de production. Elles ont pour la plupart disparu en 2010.

La **production au prix de base** est égale à la production valorisée au prix auquel vend le producteur, augmentée des subventions sur les produits qu'il perçoit et diminuée des impôts spécifiques sur les produits qu'il reverse.

La **valeur ajoutée brute** est égale à la production valorisée au prix de base dont

6 Évolution du revenu des facteurs de la branche agricole par actif en termes réels*



* Voir *définitions*.

Source : Insee, comptes prévisionnels de l'agriculture arrêtés en novembre 2014.

on retranche les consommations intermédiaires.

La **consommation de capital fixe** mesure la dépréciation annuelle liée à l'usure et à l'obsolescence du capital, lequel est évalué à son coût de remplacement. Elle est évaluée pour l'ensemble des biens de capital fixe de la branche agricole (plantations, matériels et bâtiments) à l'exception des animaux.

La **valeur ajoutée nette** est égale à la valeur ajoutée brute diminuée de la consommation de capital fixe.

Les **subventions d'exploitation** comprennent notamment le paiement unique, les aides agro-environnementales et les aides pour calamités agricoles.

Le **revenu des facteurs de la branche agricole** correspond à la « valeur ajoutée nette au coût des facteurs » (valeur ajoutée nette + subventions d'exploitation – autres impôts sur la production dont impôts fonciers). Son évolution peut être rapportée à celle du nombre total d'unités de travail annuel (équivalent temps plein de l'agriculture) : on obtient ainsi l'évolution du revenu des facteurs de la branche par actif.

Les indicateurs de revenu sont des moyennes qui résultent d'une grande diversité de situations individuelles. Ils sont présentés **en termes réels** : les évolutions à prix courants sont divisées par un indice qui reflète l'évolution générale des prix dans chacun des États membres. Vu les grandeurs considérées,

on n'utilise pas l'indice des prix à la consommation, mais l'indice de prix du produit intérieur brut (PIB), qui couvre l'ensemble du champ de l'économie. Ainsi, l'évolution d'un prix ou d'un revenu calculée en termes réels est positive ou négative selon qu'elle est supérieure ou inférieure à l'évolution de cet indice.

Bibliographie

- Lesdos-Cauhapé C., « L'agriculture en 2013 en France et en Europe », *Insee Première* n° 1505, juillet 2014.
- Les rapports de la Commission des comptes de l'agriculture de la nation (CCAN) sont consultables sur le site Internet de l'Insee : http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=16&sous_theme=5.6.1.1 et sur celui du ministère de l'Agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt : <http://www.agreste.agriculture.gouv.fr>
- Les rapports présentés à la Commission des comptes de l'agriculture de la nation sont repris et publiés dans la série Agreste (SSP-Insee), *Les Dossiers* n° 23 de janvier 2015.
- Une synthèse sur les comptes par catégorie d'exploitation est publiée dans la série *Agreste-Primeur*, SSP, n° 321.
- Le bilan conjoncturel 2014 est publié dans la série *Agreste-Conjoncture*, SSP, n° 7 d'octobre-novembre 2014.

Direction Générale :
18, bd Adolphe-Pinard
75675 PARIS CEDEX 14
Directeur de la publication :
Jean-Luc Tavemier
Rédacteur en chef :
E. Nauze-Fichet
Rédacteurs :
J.-B. Champion, A. Houlou-Garcia,
C. Lesdos-Cauhapé, V. Quénechdu
Maquette : C. Kohler
Impression : Jouve
Code Sage IP141527
ISSN 0997 - 3192

- *Insee Première* figure dès sa parution sur le site internet de l'Insee :

www.insee.fr/collections-nationales

- Pour recevoir par courriel les avis de parution (60 numéros par an) :

<http://www.insee.fr/abonnements>

Pour vous abonner à *Insee Première* et le recevoir par courrier :

<http://www.webcommerce.insee.fr/liste.php?idFamille=16>

